

opérée sous Geisel n'a pas été aussi loin qu'on l'espérait du côté de l'opposition comme le prouve la "Loi Falcão" qui défend l'accès à la télévision et à la radio aux candidats de l'opposition. Cette loi a été renforcée lors des dernières élections en '82.

Le Brésil après les élections de novembre

Le résultat le plus évident des dernières élections c'est qu'elles ont légitimé l'opposition (244 sièges sur 479). Cependant, il ne faut pas s'attendre à voir les nouveaux députés préparer un projet législatif comme c'est le cas dans les pays démocratiques de tradition parlementaire. En fait, ce qui va se passer est simple: ils vont consacrer leurs efforts à conquérir des pouvoirs aux dépens du régime. Faut-il conclure que les débats parlementaires ne modifieront pas le système en profondeur? Non. Du moins c'est l'avis du professeur Philippe Faucher de l'Université de Montréal qui ne croit pas que l'ouverture politique soit mise en péril. Il estime que l'animation politique de la dernière campagne électorale tend à démontrer que le processus d'ouverture démocratique est plus fort que jamais. Le choix du prochain président en 1984 définira le type d'ouverture démocratique auquel il faut s'attendre du Brésil. La population dans son ensemble croit qu'il est possible de combiner crise économique et ouverture démocratique. Il s'en trouve toujours pour croire cependant qu'une telle chose n'est pas réalisable.

Au sens strict du développement, il ne faut pas oublier que le miracle brésilien, fondé sur le financement international, a donné au Brésil une infrastructure susceptible de le sortir de sa condition de nation sous-développée. La dette extérieure brésilienne a permis à ce pays d'éviter au cours des années '70 le spectre de la crise mondiale et de se doter d'un puissant parc industriel capable de répondre à la demande intérieure.

Par contre, le programme d'austérité suggéré par le F.M.I. pourrait mettre en péril le processus d'ouverture démocratique. Ce programme qui exigera d'énormes sacrifices, notamment salariaux, à une population déjà pauvre, risque d'alimenter des tensions sociales violentes entre l'État-patron, le secteur privé et les syndicats. Les récents événements de São Paulo d'ailleurs témoignent de l'existence de ces tensions sociales. Mais comme le Brésil a déjà défié les modèles classiques, l'observateur optimiste peut argumenter que la crise économique a atteint le creux de la vague et que le Brésil va sortir du marasme, éventuellement tiré par la reprise mondiale.

De tous les pays qui traversent une crise aussi sérieuse, le Brésil est certes le mieux équipé pour s'en sortir. De plus, comme le Brésil a reconnu l'échec de la gestion solitaire et décidé d'exercer un contrôle plus strict sur ses sociétés d'État, il est permis d'être optimiste au moment où les militaires viennent de légitimer l'opposition. La chance est là, et les fils égarés de l'exil sont revenus au pays, les uns pour devenir des politiciens élus, les autres pour enrichir la vie culturelle et intellectuelle du pays. Le Brésil pourrait ainsi être en passe de devenir un des pays industrialisés les plus puissants.